

Manifestation contre la répression totalitaire à Notre-Dame-Des-Landes, dans les Universités et partout ailleurs !

Dans un contexte d'effervescence sociale, alors que les cheminot·e·s sont en grève, que les étudiant·e·s sont très mobilisé·e·s, que de nombreux secteurs se joignent aux luttes, que des militant·e·s ont déjà été expulsé·e·s très violemment à Bure, Macron décide d'utiliser la force pour écraser les contestations toujours plus durement !

A Notre-Dame-des-Landes

Une attaque militaire de grande ampleur contre les habitant·e·s de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est en cours depuis lundi 9 avril. L'enjeu est placé, depuis l'abandon de l'aéroport, sur l'évacuation de cette zone dite « de non droit » par le gouvernement. Mais la ZAD est en fait une zone « hors norme » très riche en expériences sociales. Qu'est-ce qui fait peur à l'oligarchie sur la ZAD ? Qu'est-ce que la ZAD contient d'impensable pour les tenant·e·s d'un pouvoir individualiste et capitaliste à outrance ? La commune est en germe et le pouvoir envoie les blindés. Car ce qu'ont pour mission d'abattre les 2.500 gendarmes appuyé·e·s par des centaines de CRS, c'est la possibilité de vivre autrement. Depuis l'opération César en 2012, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes est devenue un symbole : symbole de la lutte (qui vient de vivre une belle victoire) contre les Grands Projets Nuisibles Imposés, et symbole d'autogestion concrète (aujourd'hui en danger) face au pouvoir normatif et à la suprématie de l'économie de marché. Cette lutte CONTRE *l'aéroport ET SON MONDE* est devenue une lutte **POUR pérenniser une expérience territoriale** qui démontre qu'un autre mode de vie est possible !

Dans les Universités : La violence policière Vs le savoir en action

Lundi 9 avril également, le gouvernement et des directions d'Universités ont fait intervenir la police au sein même des campus de Nanterre, Lille et Grenoble pour déloger des étudiant·e·s mobilisé·e·s contre la sélection et qui se réunissaient dans des amphithéâtres occupés. Lors de l'intervention à Nanterre, qui a été d'une rare violence, des gaz lacrymogènes ont été utilisés à l'intérieur de l'amphithéâtre, des coups ont été portés à l'encontre d'étudiant·e·s et certain·e·s ont été menotté·e·s à l'intérieur même de leur Université. La menace d'interventions policières continue de peser sur d'autres campus, notamment sur l'Université Jean Jaurès (Mirail) à Toulouse.

Suite à la mort de Rémi Fraisse causée par une grenade lancée par la gendarmerie sur la ZAD de Sivens, Bernard Cazeneuve avait annoncé l'interdiction de l'utilisation des grenades offensives. Mais petit tour de passe-passe : les grenades ont changé de nom. Néanmoins elles peuvent toujours tuer et sont utilisées en masse à Notre Dame des Landes !

Un gouvernement qui écrase dans la violence tout mouvement social - dans les facs, les mobilisations syndicales, les associations citoyennes d'aide aux migrant·e·s - et toute expérimentation sociale est un gouvernement aux abois. La brèche est désormais ouverte, et ce message s'adresse à celles et ceux que ce système autoritaire et liberticide révolte !

Celles et ceux qui se battent pour un présent et un avenir COMMUN désirable, à Notre-Dame-des-Landes, à Bure, dans les Universités et partout ailleurs, doivent être écouté·e·s, pas écrasé·e·s ! Partout nous appelons à une mobilisation forte face à cette politique répressive.

Pour que Macron ne parvienne pas à tuer l'espoir semé par les occupant·e·s de Notre-Dame-des-Landes, les grévistes ou les étudiant·e·s en lutte !

A Toulouse, manifestons ensemble ce samedi 14 avril à 14h à Jean Jaurès.

Premiers signataires : *Collectif ZAD31, Union des Etudiant·e·s de Toulouse (UET), ATTAC Toulouse, collectif Bure Partout-Nucléaire Nulle Part, DAL31, Confédération Paysanne 31, SUD-Rail Midi Pyrénées, SUD Éducation 31, CNT31, NPA31..*